



La Question du RGPD à géométrie variable

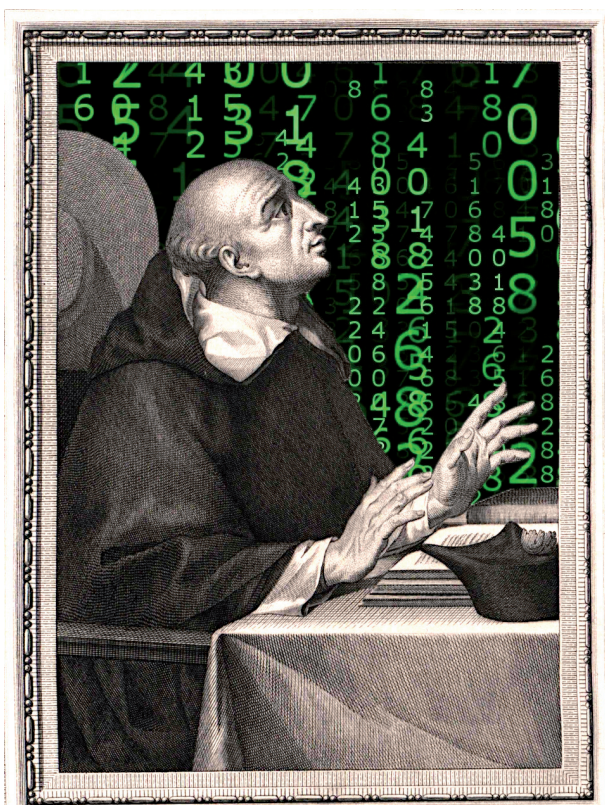
Plus aucun agent ne peut l'ignorer en 2019 : l'autorité ne laisse plus rien passer !

Désormais, située quelque part entre Big Brother et Torquemada, cette même autorité a officiellement déclaré la réouverture de la chasse aux sorcières au ministère de la magie des Finances. Tout hérétique qui aura eu le malheur de consulter des données dans le grand grimoire des Finances sans pouvoir justifier de lien concret avec ses propres dossiers sera désormais immédiatement envoyé au bûcher, et ce, avec la bénédiction du sacro-saint Règlement Général de Protection des Données. On ne badine plus avec la magie noire.

Laver plus blanc est décidément devenu une spécialité maison et comme souvent, notre SPF s'est littéralement converti en véritable pourfendeur de tout qui bafouera les règles de ce fameux RGPD. La protection des données n'a plus de prix. En témoignent les cendres encore chaudes de quelques agents un peu trop curieux et pas suffisamment respectueux de ces règles qui ont été expédiés directement dans les flammes de l'Enfer pour leurs crimes commis, avoués ou non, peu importe finalement. À savoir, la consultation de données à des fins privées.

Une sanction était-elle légitime ? Dans certains cas, probablement. Les sanctions appliquées étaient-elles proportionnées ? Dans la plupart des cas, la réponse était assurément « non ». Quelques coups de fouet sur la place publique auraient largement suffi sans pour autant devoir allumer un bûcher. Pour rappel, le licenciement ne constitue pas la seule sanction applicable dans la Fonction publique.

Et surtout encore faudrait-il loger tout le monde à la même enseigne. Car l'actualité récente est venue quelque peu ternir cette vertueuse soif absolue de protection des données privées dont notre SPF brûle de pouvoir se targuer.



En guise de préambule, il faut bien se rappeler que toute notre logistique ICT a été revue et soi-disant améliorée dans le courant de ces derniers mois et années. Désormais, toutes les conversations téléphoniques du SPF Finances, tant internes qu'externes, passent par Skype, plateforme de télécommunication gérée par la société Microsoft. Ce même géant de l'informatique qui possède par ailleurs aussi la plateforme Onedrive, à présent utilisée par tous les agents pour stocker leurs fichiers et leurs données dans le cadre de leur travail.

Mais récemment, tel un inquiétant corbeau, de tout temps signe de mauvais augure, la presse a révélé (ou confirmé pour certains) que cette même société Microsoft avait été prise la main dans le sac à enregistrer les conversations de ses utilisateurs de Skype.

Satan nous écoute ! Lucifer nous espionne ! Au bûcher !

Pire, sous couvert d'une prétendue légitime volonté d'améliorer ses services de reconnaissance audio, Microsoft transmet en réalité ces conversations à des sous-traitants. Lesquels ? Quelles mesures de confidentialité pour ces derniers ? Nous n'en saurons évidemment jamais rien. Peut-être faudrait-il également soumettre les dirigeants de Microsoft et ses sous-traitants à la Question...

Quoi qu'il en soit, il apparaîtrait dès lors légitime de se demander quelle sera la réaction de notre Big Torquemada Brother local, à savoir nos responsables assoiffés de protection des données. Au-delà du respect de la vie privée, certaines informations échangées entre le SPF Finances et les contribuables sont en effet extrêmement sensibles et toute fuite pourrait avoir de graves répercussions économiques sur leurs activités.

Ne serait-il dès lors pas logique, ne serait-ce que par précaution, d'envoyer Microsoft et ses services prendre aussi la direction du purgatoire ?

Peu de chances évidemment. En 2018, Microsoft était évaluée à hauteur de 753 milliards de dollars. Au même moment, le produit intérieur brut de la Belgique s'élevait quant à lui à près de 460 milliards d'euros. Si les nobles ne bénéficiaient pas de privilèges à l'époque de l'Inquisition à l'égard de la torture, soyons réalistes, on a malgré tout fait griller bien plus de villageois que de barons locaux.

D'ailleurs, grâce à une de ses incantations magiques, Microsoft ne manquera assurément pas de rassurer ses clients, en ce compris le SPF Finances, en leur jurant par tous les dieux, main posée sur la Sainte Bible, ne pas enregistrer les conversations de Skype Entreprise. Ni non plus évidemment consulter les données stockées sur sa plateforme Onedrive. Nous voilà rassurés. Mais les citoyens et les sociétés le seront-ils tout autant ?

Le Ronchon de service

[r œ l d i t ø u] n. et adj. (1923; de râler) Fam.
Personne qui proteste, qui râle à tout propos.